

#12
sido

16/17.09.2026
CITE INTERNATIONALE DE LYON

Les réponses à vos enjeux de production,
transformation numérique et
amélioration de process

Conférences & Solutions

VOTRE
INVITATION SUR
SIDO-LYON.COM

CODE INVITATION :
P-LPSIDO26

UN SUPPLÉMENT THÉMATIQUE DE SMART MEDIA

SMART.

Innovation & Souveraineté

Juin '26

Roxanne Varza

À la tête du temple des start-up,
Station F, elle défend une vision
ambitieuse de la tech française.



S En lire plus sur
focus.swiss



LYON #3
CYBER
EXPO

16/17.09.2026
CITE INTERNATIONALE DE LYON

Les réponses à vos enjeux **cyber**

Conférences & Solutions

STRATÉGIE ET PRÉPARATION
L'ACTION AU QUOTIDIEN
GESTION DE CRISE

VOTRE
INVITATION SUR :
LYONCYBEREXPO.COM

CODE INVITATION:
P-LPLCE26

« Le numérique doit redevenir un attribut de puissance française »

Président d'Open, Frédéric Sebag invite à dépasser une approche défensive de la souveraineté numérique, souvent réduite aux données ou à la cybersécurité. Pour lui, la France doit penser le numérique comme une filière industrielle à part entière, capable de préserver ses savoirs et sa capacité d'action.



Frédéric Sebag - Président, Open

Frédéric Sebag, pourquoi estimez-vous que la souveraineté numérique doit être abordée autrement ?

Les données, le cloud, les composants ou les logiciels sont des sujets essentiels, mais ils ne suffisent pas. Un pays peut protéger ses données tout en perdant la maîtrise des logiciels qui les exploitent. Il peut sécuriser ses infrastructures tout en dépendant des plateformes, des méthodes ou des standards définis par d'autres. La souveraineté numérique n'est donc pas seulement une affaire de serveurs ou de logiciels. C'est une affaire de puissance. La vraie question est donc celle de savoir comment faire du numérique un attribut de puissance nationale, industrielle, culturelle et cognitive.

Que recouvre cette idée de puissance numérique ?

Elle suppose de considérer le numérique comme une filière industrielle à part entière, et non comme un simple ensemble d'outils au service des autres secteurs. Le numérique doit aussi exister pour lui-même ! On le voit avec les États-Unis ou la Chine. Le numérique est un élément fondamental de puissance, d'innovation et de création de richesse. Ce n'est pas seulement une filière de prestataires. C'est une capacité qui crée du leadership pour elle-même et pour toute l'économie. En France, nous avons encore trop tendance à le voir comme un fournisseur de moyens. Il faut changer de focale.

Vous insistez aussi sur la «souveraineté des savoirs». Pourquoi ce sujet vous paraît-il sous-estimé ?

Parce que la dépendance commence souvent avant le contrat. Celui qui forme les ingénieurs, certifie les compétences, fournit les outils pédagogiques, impose les architectures de référence ou définit les standards finit par orienter tout le marché. Nous parlons beaucoup des données et des infrastructures et trop peu de cette dépendance des savoirs. À force de déplacer ces savoirs, que l'on sous-traite trop aujourd'hui hors de nos frontières, on déplace aussi la capacité à comprendre, auditer, contester et transmettre. Une souveraineté numérique réelle suppose de conserver cette intelligence localement.

L'intelligence artificielle peut-elle changer cette équation ?

Oui, à condition d'être correctement utilisée et maîtrisée. Avec l'IA, on peut reprendre vers nous une partie des savoirs aujourd'hui sous-traités parce qu'elle permet de travailler autrement dans des modèles économiques compétitifs. L'enjeu n'est pas de se fermer. C'est celui de retrouver de la compétitivité dans des conditions de sécurité et de maîtrise en renforçant notre modèle économique et social. Pourquoi alimenter ces modèles plutôt que le nôtre ? La souveraineté, c'est aussi être capable de défendre ce que l'on veut préserver.

Comment donner des moyens à cette ambition dans un contexte budgétaire contraint ?

Il faut d'abord mettre le sujet au bon endroit. Aujourd'hui, on traite souvent chaque dimension séparément : les composants, les logiciels, la donnée, la cybersécurité. C'est nécessaire, mais cela ne crée pas encore une ambition. Si l'on veut maîtriser notre destin, la dimension numérique doit devenir un objectif en soi. Les moyens peuvent aussi venir d'une redirection de notre propre dépense. Si l'on redirigeait seulement

30% des dépenses françaises consacrées au Cloud et aux logiciels américains, nous aurions plus de huit milliards d'euros pour agir. C'est la même chose pour les services et les savoirs confiés à des entreprises situées en Inde, en Afrique du Nord ou en Europe centrale. En réorientant une partie de cette dépense vers une économie française, on recrée de l'ingénierie locale. La France a su bâtir de grandes filières dans le nucléaire, l'aéronautique, le spatial ou la défense. Elle doit faire la même chose avec le numérique en privilégiant une redirection de la commande publique et privée, une structuration des filières de formation et un soutien aux investissements. C'est d'ailleurs la mission que Numeum, syndicat patronal et organisation des professionnels du numérique, défend également avec conviction.

La souveraineté implique-t-elle de se fermer davantage ?

Non. La souveraineté n'est pas l'isolationnisme ni le protectionnisme. Nous vivons parmi les autres. Une nation souveraine n'est pas une nation qui se ferme. C'est une nation capable de coopérer sans se dissoudre, d'acheter sans se soumettre, d'innover sans s'aliéner, de réguler sans s'appauvrir. Pour moi, être souverain, c'est maîtriser sa dépendance. Depuis plusieurs années, la prise de conscience progresse. Ce n'est plus un sujet de fin de réunion. Avec les évolutions géopolitiques récentes, on comprend que ces liens peuvent devenir un risque, même lorsqu'ils concernent des alliés. La maîtrise de cette dépendance est devenue un sujet de direction générale et d'impératif stratégique.

Interview **Marc-Antoine Guet**

Plus d'informations sur www.open.global

